



Conseil économique et social

Distr. générale
19 décembre 2007
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-deuxième session

25 février-7 mars 2008

Point 3 a) i) de l'ordre du jour provisoire*

Suivi de la quatrième Conférence mondiale

sur les femmes et de la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,

développement et paix pour le XXI^e siècle » :

réalisation des objectifs stratégiques et mesures

à prendre dans les domaines critiques et nouvelles

mesures et initiatives : financement de la promotion

de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes

Déclaration présentée par la Commission nationale des femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2008/1.



Déclaration

La budgétisation favorisant l'égalité des sexes implique l'examen des dépenses comme des revenus et constitue un moyen d'amener les gouvernements à respecter leurs engagements en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes; elle leur permet de repérer les améliorations à apporter à leurs politiques et les domaines dans lesquels investir pour remédier aux inégalités entre les sexes. Les budgets favorisant l'égalité des sexes aident à traduire les engagements politiques en programmes concrets et contribuent ainsi à accroître la transparence du processus budgétaire¹.

La Commission nationale des femmes est un organe officiel consultatif indépendant dont le rôle est de faire valoir le point de vue des femmes auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord. Seule organisation de ce genre dans le pays, elle a pour but de veiller à ce que les opinions des femmes soient entendues du Gouvernement et prises en compte dans le débat public.

La Commission rassemble environ 500 organisations partenaires d'envergure nationale ou internationale et groupes locaux. Son ambition est de soutenir, conseiller et encourager les femmes du Royaume-Uni dans leur lutte pour l'égalité des sexes. Elle aspire à en être le porte-parole mais aussi à conseiller et à responsabiliser les pouvoirs publics. La Commission contribue également à diffuser auprès des femmes des messages importants émanant du Gouvernement au sujet des réformes, de l'élaboration de politiques et des concertations.

Notre partenaire principal en matière de budgétisation favorisant l'égalité des sexes est le Women's Budget Group (WBG), organisation indépendante rassemblant des représentantes du monde universitaire et syndical et des membres d'organisations non gouvernementales; son but est de promouvoir l'égalité des sexes au moyen de politiques économiques pertinentes. Le WBG cherche à savoir où vont les ressources et comment leur allocation affecte l'égalité des sexes. Nos partenaires s'intéressent aux répercussions que les dépenses gouvernementales peuvent avoir sur la vie quotidienne des femmes et tout particulièrement à la vie des femmes pauvres et à ses rapports avec la pauvreté des enfants. Pour que la stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants du Gouvernement britannique réussisse à long terme, il faut d'abord remédier à la pauvreté des femmes. Au Royaume-Uni, 20 % des blanches, 38 % des noires et 64 % des femmes venues du Pakistan et du Bangladesh vivent dans la pauvreté².

Le Women's Budget Group entend non seulement encourager mais aussi aider le Gouvernement à s'appuyer sur l'analyse des sexospécificités pour mieux déterminer les politiques économiques à suivre. Il préconise par ailleurs des politiques spécifiques. Ses efforts sont dirigés vers la situation au Royaume-Uni, mais ils sont liés à l'action de groupes ayant des objectifs similaires en Écosse et au pays de Galles, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales et intergouvernementales qui font campagne pour la budgétisation favorisant l'égalité des sexes au niveau international.

Les pays développés doivent montrer l'exemple en incorporant ce type de budgétisation dans leurs propres processus de planification économique. Ils doivent travailler avec des représentantes d'ONG féminines et des économistes ayant des

compétences en matière d'égalité des sexes, pour faire en sorte que chaque budget soit analysé sous l'angle de ses répercussions dans ce domaine.

En quoi les pays développés sont-ils concernés?

Au Royaume-Uni, on n'analyse pas encore systématiquement le budget du point de vue de ses effets sur l'égalité entre les sexes. Or, la pauvreté et la situation inégale des femmes représentent toujours des obstacles majeurs au progrès économique : il y a deux ans, le Gouvernement a créé la Commission des femmes et du travail pour résoudre le problème tenace de l'écart des salaires entre hommes et femmes. Bien que, selon le droit britannique, il soit illégal, à travail égal, de payer une femme moins qu'un homme, l'écart se situe à 17 % environ actuellement en ce qui concerne le taux horaire moyen pour le travail à plein temps et à 35 % pour le travail à mi-temps – où les femmes sont largement majoritaires. Ces différences salariales sont moins imputables à la discrimination directe qu'aux inégalités structurelles, et principalement à la répartition déséquilibrée des hommes et des femmes sur le marché de l'emploi; les femmes sont en effet surreprésentées dans les secteurs peu rémunérateurs – entretien ménager, soins, restauration et tenue de caisses – ainsi que dans le travail à domicile où le revenu moyen correspond à deux tiers du salaire minimum et où l'on trouve 90 % de femmes, dont près de la moitié issues de minorités³. De manière générale, si on levait les obstacles à la participation des femmes à la vie active, on dégagerait des bénéfices qui pourraient représenter jusqu'à 2 % du PNB du Royaume-Uni⁴.

La violence domestique fait partie des autres problèmes touchant les femmes qui ont des incidences cachées sur l'économie. Des recherches effectuées en Angleterre et au pays de Galles ont montré que le coût de la violence contre les femmes s'élevait à environ 23 milliards de livres par an (dépenses de santé, frais de justice, perte d'emploi, etc.). Les frais médicaux entraînés par un viol sont actuellement évalués à 73 487 livres (11 867 viols ont été signalés en 2003 et l'on estime que 85 % des viols ne le sont pas) et le coût des services d'assistance offerts aux victimes de violences sexuelles dépasse 9,5 millions de livres. En l'absence de tels calculs, il est impossible de se faire une idée précise des répercussions économiques des inégalités entre hommes et femmes et de plaider en faveur d'investissements visant à diminuer ces coûts.

Exemples de réussite au Royaume-Uni

Les recherches effectuées par les économistes du Gouvernement et des mouvements féministes ainsi que les travaux de sensibilisation des ONG ont permis de quantifier ces problèmes et de mettre en mouvement une dynamique politique. Le Gouvernement a fait adopter une loi obligeant tous les organismes publics à promouvoir l'égalité des sexes⁵. Cette loi – et c'est fondamental – ne se contente pas d'interdire la discrimination : elle impose aux organismes publics de faire en sorte qu'il n'y ait plus de déséquilibre structurel désavantageant les femmes dans leur système de rémunération ou dans leurs politiques budgétaires, entre autres. En août 2007, la Commission nationale des femmes a lancé une consultation relative aux priorités du Minister for Women (Ministre des questions féminines) en ce qui concernait le soutien familial, la violence envers les femmes, le soutien aux délinquantes et l'autonomisation des femmes noires ou issues d'autres minorités au sein de la communauté. Cette consultation a rencontré un immense écho et les résultats ont été présentés au Ministre afin de l'aider à faire avancer ses priorités.

Et maintenant?

L'Organisation des Nations Unies peut contribuer à notre cause en prenant fermement position en faveur d'une budgétisation favorisant l'égalité des sexes imposant à chaque État Membre de prendre des mesures claires. Des pratiques saines en la matière existent déjà dans de nombreux pays. Il faut maintenant que tous les États Membres soient tenus de faire part régulièrement de leurs progrès dans ce domaine, afin que l'on sache comment est dépensé l'argent et où vont les ressources – ce qui est indispensable pour inverser la discrimination contre les femmes dans tous les systèmes économiques du monde. Au niveau des régions et des pays, il faut donner aux groupes qui préconisent ce type de budgétisation les ressources dont ils ont besoin pour contribuer à l'analyse des budgets sous l'angle de l'égalité des sexes et collaborer avec des économistes dans les universités et les organismes d'État en vue d'intégrer systématiquement ce type de budgétisation dans le cycle de planification économique.

Tous les États Membres doivent entreprendre des initiatives de budgétisation participatives dans l'optique de l'égalité des sexes. Il est fondamental de procéder à des recherches plus approfondies sur le travail non rémunéré des femmes, à domicile et dans la communauté, pour être à même d'en déterminer le poids économique et social. L'Union Européenne devrait montrer l'exemple à cet égard, en finançant et coordonnant de telles études et en appliquant intégralement des méthodes budgétaires favorisant l'égalité des sexes au sein de la Commission européenne et dans son propre budget, ainsi que le demande le lobby européen des femmes⁶.

Notes

¹ http://www.un.org/womenwatch/daw/egm/financing_gender_equality/Online%20discussion%20report_FFGE-%2019%20Oct.%2007.pdf.

² Women's and children's poverty: making the links, K Women's Budget Group 2005. <http://www.wbg.org.uk/documents/WBGWomensandchildrenspoverty.pdf>.

³ UK Homeworkers' Campaign, dirigée par une alliance regroupant le National Group on Homeworking (NGH), les syndicats, le Centre national des syndicats et Oxfam. <http://www.maketradefair.com/en/index.php?file=06022004155955.htm>.

⁴ Towards a Fairer Future: Implementing the Women and Work Commission recommendations.

⁵ http://www.equalityhumanrights.com/Documents/EOC/PDF/Policy/GED_CoP_Draft.pdf.

⁶ Gender Equality *Road Map* for the European Community 2006-2010, http://www.wunrn.com/news/2007/09_07/09_03_07/090907_europe.htm.